

## SYSTÈME DE CLASSEMENT

Ce fascicule contient :

- une description du système de classement appliqué aux documents de la BFD
- une liste des principaux sigles utilisés à la BFD pour identifier les pays, les Etats fédérés et les régions
- les plans systématiques par matière utilisés dans ce système

Le système de classement utilisé par la BFD est également appliqué par les autres bibliothèques juridiques romandes du RERO (réseau des bibliothèques de Suisse occidentale), ainsi que par des Tribunaux cantonaux et de nombreuses études d'avocats.

La systématique des matières est également utilisée pour la présentation de la Bibliographie juridique suisse (BJS).

### 1. GÉNÉRALITES

Un système de classement permet un rangement thématique des documents aux rayons. Chaque document de la bibliothèque est doté d'une **classification**, qui reflète son contenu et sa nature. Cette classification est inscrite sur le dos de chaque ouvrage et sur chaque périodique. Cela permet de réunir sur les rayons tous les documents relatifs à un même sujet ou de même nature. En consultant notre plan de classement, vous pouvez donc aller directement au rayon consulter les ouvrages qui traitent d'un thème déterminé.

☞ *Pour plus de détails, vous pouvez consulter le "Système de classement", 3ème édition, révision 2009. Ce document est disponible à la réception de la Bibliothèque de droit*

Toutefois pour une recherche thématique approfondie, nous vous conseillons de consulter notre catalogue en ligne (Catalogue collectif RERO).

### 2. STRUCTURE DU PLAN DE CLASSEMENT

La classification comporte cinq éléments:

<b>CA / CH</b>	<b>70.1</b>	<b>g</b>	<b>MEE</b>	<b>1981</b>
↑	↑	↑	↑	↑
catégorie principale	plan systématique par matières	division selon le contenu ou la forme	abréviation d'auteur ou de titre	date de publication
☞ voir 2.1	☞ voir 2.2	☞ voir 2.3	☞ voir 2.4	☞ voir 2.4

# SYSTÈME DE CLASSEMENT

## 2.1. CATÉGORIES PRINCIPALES

Le système de classement répartit les ouvrages selon **six** catégories principales, à savoir :

### **A Ouvrages de référence, généralités du droit, droit comparé**

Cette catégorie recense les ouvrages de portée générale, de même que les ouvrages de droit comparé qui n'entrent pas dans une des familles juridiques de la catégorie principale B.

### **B Droit comparé : groupes de pays**

Cette catégorie comprend les groupes de pays suivants :

<b>BB</b>	Pays socialistes de l'Europe de l'Est
<b>BC</b>	Pays latino-américains
<b>BD</b>	Pays scandinaves
<b>BE</b>	Pays du Commonwealth
<b>BF</b>	Pays d'Afrique
<b>BG</b>	Pays musulmans
<b>BH</b>	Pays de l'Asie

Vous trouverez dans ces catégories les études comparatives de deux ou plusieurs droits nationaux qui entrent dans le même groupe de pays.

### **C Droits nationaux**

Cette catégorie est subdivisée par continents au moyen des préfixes :

<b>CA /</b>	Europe
<b>CB /</b>	Amérique du nord
<b>CC /</b>	Amérique centrale et latine
<b>CD /</b>	Afrique
<b>CE /</b>	Asie
<b>CF /</b>	Océanie

Au sein de chaque continent les droits nationaux sont répertoriés dans l'ordre alphabétique des abréviations généralement utilisées pour les différents pays, ainsi, par exemple :

<b>CA / CH</b>	Suisse
<b>CA / F</b>	France
<b>CB/USA</b>	Etats-Unis

# SYSTÈME DE CLASSEMENT

Pour les Etats fédéraux, des subdivisions sont en outre établies pour chacun des Etats fédérés, ainsi:

**CA/CH-VD** Canton de Vaud  
**CB/USA-CA** Etat de Californie

- ☞ *pour plus de détail, voir la liste des signes distinctifs des pays en page 5.*
- ☞ *vous trouverez le droit de l'**Union européenne** sous CA/CE.*

**D** Droit international public

**E** Droits anciens et droits religieux

**F** Intégration européenne – utilisée par l'ISDC (Institut suisse de droit comparé) uniquement

- ☞ *pour le **droit musulman**, voir dans la classe principale **E**, à la subdivision **EG**.*

## 2.2. PLAN SYSTÉMATIQUE PAR MATIÈRES

- ☞ *voir p. 6 à 11.*

Au sein de chaque catégorie principale, les ouvrages sont classés selon un plan systématique par matières. L'identification de la matière est indiquée par une **notation numérique**. Le même plan systématique par matières est appliqué:

- aux ouvrages classés dans la **catégorie principale A**;
- aux ouvrages classés dans les **catégories B**;
- à chacun des droits nationaux répertoriés dans la **catégorie principale C**;
- aux ouvrages classés dans les **catégories EG et EZ**.

Les **catégories D, EA, EB, EC, ED, EF** comportent chacune un plan systématique par matières qui leur est propre.

L'indice - matière est suivi d'un suffixe **.0** lorsque le document aborde le sujet dans une **perspective historique**.

Exemple :                   87 = ouvrages de droit pénal  
                                  87.0 = ouvrages d'histoire du droit pénal

# SYSTÈME DE CLASSEMENT

## 2.3. DIVISIONS SELON LE CONTENU OU SELON LA FORME DES OUVRAGES

La classification comporte ensuite une lettre minuscule (de **a** à **i**) qui permet, au sein de chaque rubrique-matière, de sérier les ouvrages selon leur contenu ou selon leur forme. Ainsi, les spécifications suivantes ont été retenues :

- a** bibliographies et autres ouvrages de référence;
- b** textes législatifs, commentaires et traités internationaux;
- c** publications officielles;
- d** jurisprudence;
- e** publications émanant de congrès ou autres réunions scientifiques;
- f** périodiques;
- g** ouvrages généraux et recueils de travaux;
- h** monographies;
- i** contributions paraissant dans les volumes de mélanges, les recueils de travaux et articles de périodiques.  
On ne pourra jamais voir un **i** sur une étiquette de dos d'un livre.

## 2.4. ABRÉVIATION D'AUTEUR (OU DE TITRE) ET DE DATE

Ces deux derniers éléments de classification ne sont utilisés que pour affiner le tri des ouvrages et faciliter leur classement au rayon.

Dans ce but, la classification se poursuit par une abréviation (en quatre lettres majuscules) du nom de l'auteur (ou du titre pour les ouvrages collectifs ou anonymes) et se termine par la date de publication. Toutefois, pour les périodiques et les séries, on ne reporte pas dans la classification la date de parution de chaque volume ou de chaque fascicule.

# SYSTÈME DE CLASSEMENT

## 3. SIGLES DISTINCTIFS DES PAYS, DES ETATS FEDERES ET DES REGIONS

Cette liste est basée sur les sigles distinctifs des pays communiqués au Secrétaire général de l'O.N.U. Pour les pays à caractère fédératif, on utilise des abréviations propres à chaque Etat membre (canton, Land, etc.).

### Attention !

Communauté européenne ☞ voir sous **Union européenne**

Union soviétique (URSS) ☞ voir sous **Communauté des Etats indépendants**

### Principaux sigles utilisés

Afrique du Sud	CD/ZA
Algérie	CD/DZ
Allemagne (RDA) jusqu'au 3.10.'90	CA/DDR
Allemagne (RFA)	CA/D
Allemagne depuis 1990	CA/D
Arabie saoudite	CE/SA
Argentine	CC/RA
Australie	CF/AUS
Autriche	CA/A
Belgique	CA/B
Brésil	CC/BR
Bulgarie	CA/BG
Canada	CB/CDN
Chili	CC/RCH
Chine, République populaire de	CE/RPC
Chine (Taiwan)	CE/RC
Danemark	CA/DK
Espace économique européen	CA/CE-EEE
Espagne	CA/E
Etats-Unis d'Amérique	CB/USA
Fédération de Russie	CA/RUS
France	CA/F
Grande Bretagne	CA/GB
Grèce	CA/GR
Hong-Kong	CE/HK
Hongrie	CA/H
Irak	CE/IRQ
Iran	CE/IR
Israël	CE/IL
Italie	CA/I
Japon	CE/J
Kosovo	CA/KOS
Liechtenstein	CA/FL
Luxembourg	CA/L
Mexique	CC/MEX
Norvège	CA/N

Pays-Bas	CA/NL
Pologne	CA/PL
Portugal	CA/P
Suède	CA/S
Suisse	CA/CH
Appenzell, Rhodes extérieures	CA/CH-AR
Appenzell, Rhodes intérieures	CA/CH-AI
Argovie	CA/CH-AG
Bâle-Campagne	CA/CH-BL
Bâle-Ville	CA/CH-BS
Berne	CA/CH-BE
Fribourg	CA/CH-FR
Genève	CA/CH-GE
Glaris	CA/CH-GL
Grisons	CA/CH-GR
Jura	CA/CH-JU
Lucerne	CA/CH-LU
Neuchâtel	CA/CH-NE
Nidwald	CA/CH-NW
Obwald	CA/CH-OW
Saint-Gall	CA/CH-SG
Schaffhouse	CA/CH-SH
Schwyz	CA/CH-SZ
Soleure	CA/CH-SO
Tessin	CA/CH-TI
Thurgovie	CA/CH-TG
Uri	CA/CH-UR
Valais	CA/CH-VS
Vaud	CA/CH-VD
Zoug	CA/CH-ZG
Zurich	CA/CH-ZH
Tchécoslovaquie	CA/CS
Tunisie	CD/TN
Turquie	CA/TR
Union européenne	CA/CE
Yougoslavie	CA/YU

# SYSTÈME DE CLASSEMENT

## 4. PLAN DE CLASSEMENT

### 4.1 CLASSEMENT PAR MATIÈRES, POUR LES CATEGORIES PRINCIPALES A, B, C, EG et EZ

#### OUVRAGES DE REFERENCE ET OUVRAGES NON-JURIDIQUES

- 1) **Dictionnaires**
  - 1.1) Dictionnaires multilingues
  - 1.2) Dictionnaires bilingues
  - 1.3) Dictionnaires de droit
  - 1.4) Dictionnaires de sigles et d'abréviations
- 2) **Répertoires**
- 3) **Sources d'informations générales**
- 4) **Encyclopédies**
  - 4.1) Encyclopédies juridiques
- 5) **Bibliographies**
  - 5.1) Bibliographies juridiques
- 6) **Biographies**
- 7) **Ouvrages non-juridiques**
  - 7.1) Philosophie
  - 7.2) Théologie
  - 7.3) Sociologie générale
  - 7.4) Psychologie. Pédagogie
  - 7.5) Méthodologie
  - 7.6) Langue. Linguistique. Littérature
  - 7.7) Economie
  - 7.8) Géographie
  - 7.9) Sciences exactes et naturelles.  
Sciences appliquées
- 8) **Organisation des bibliothèques.**  
**Bibliothéconomie**
  - 8.1) Bibliothèques de droit

#### GENERALITES DU DROIT

- 9) **Recueils de législation**
- 10) **Recueils de publications officielles**
- 11) **Recueils de jurisprudence**
- 12) **Congrès et autres réunions scientifiques**
- 13) **Collections d'archives**
- 14) **Périodiques**
- 15) **Recueils de travaux**
  - 15.1) Mélanges
- 16) **Ouvrages généraux de droit**
- 17) **Histoire du droit**
  - 17.1) Histoire du droit (19<sup>e</sup> siècle)
  - 17.2) Histoire du droit (20<sup>e</sup> siècle)
- 18) **Philosophie et théorie générale du droit**
  - 18.1) Epistémologie juridique
  - 18.2) Sociologie du droit.  
Anthropologie juridique
  - 18.3) Logique juridique. Méthodologie du droit
  - 18.4) Sémiologie et sémiotique juridique
  - 18.5) Sources et théorie des normes.  
Interprétation
  - 18.6) Droit et morale
  - 18.7) Droit et justice. Jusnaturalismes
  - 18.8) Juspositivismes
  - 18.9) Droit et idéologie
  - 18.10) Théorie économique du droit
- 19) **Théorie et méthode du droit comparé**
- 20) **Réforme du droit. Codification**
- 21) **Unification du droit**
- 22) **Technique législative. Rédaction juridique**
- 23) **Recherche juridique**

- 24) **Enseignement du droit**
- 25) **Professions et organisations juridiques**

#### DROIT INTERNATIONAL PRIVE

- 26) **Droit international privé (ouvrages généraux)**
- 27) **Sources du droit international privé**
  - 27.1) Conférences de La Haye de  
droit international privé
  - 27.2) Conférence interaméricaine de  
droit international privé (CIDIP)
- 28) **Notions générales de droit international privé**
  - 28.1) Rattachement
- 29) **Procédure (droit international privé)**
  - 29.1) Arbitrage international privé
- 30) **Droit du commerce international**
  - 30.1) Sociétés. Entreprises multinationales.  
"Joint Ventures"
  - 30.2) Vente internationale  
(droit uniforme et règles de conflits)
  - 30.3) Commerce électronique
- 31) **Sujets spéciaux de droit international privé**
  - 31.1) Personnes
  - 31.2) Mariage et relations entre conjoints
  - 31.3) Relations entre parents et enfants, tutelle
  - 31.4) Successions
  - 31.5) Trusts
  - 31.6) Propriété (immobilière et mobilière)
  - 31.7) Contrats en général
  - 31.8) Contrats spéciaux
  - 31.9) Responsabilité civile (actes illicites).  
"Torts"
  - 31.10) Quasi-contrats.  
Enrichissement illégitime
  - 31.11) Concurrence. Cartels.  
Concurrence déloyale
  - 31.12) Propriété intellectuelle

#### DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROIT ADMINISTRATIF

- 32) **Etat. Gouvernement. Politique**
  - 32.1) Partis et organisations politiques
  - 32.2) Politique extérieure. Relations  
internationales
- 33) **Constitutions**
- 34) **Droit constitutionnel et droit public**
  - 34.1) Fédéralisme. Régions
  - 34.2) Contrôle de constitutionnalité
- 35) **Pouvoir législatif. Parlement**
- 36) **Pouvoir exécutif**
- 37) **Nationalité. Droit d'établissement.  
Citoyenneté. Statut des étrangers**
  - 37.1) Droits politiques
- 38) **Droits fondamentaux**
  - 38.1) Droit à la vie. Liberté personnelle
  - 38.2) Egalité des êtres humains
  - 38.3) Egalité des sexes
  - 38.4) Egalité devant la loi

# SYSTÈME DE CLASSEMENT

## 4.1 CLASSEMENT PAR MATIÈRES, POUR LES CATEGORIES PRINCIPALES A, B, C, EG et EZ (suite)

- 38.5) Liberté de pensée
  - 38.6) Liberté d'opinion et d'expression
  - 38.7) Liberté de réunion et d'association
  - 38.8) Droit de pétition. Désobéissance civique
  - 38.9) Garantie de la propriété
  - 38.10) Protection de la vie privée contre les atteintes de l'Etat
  - 38.11) Droits économiques et sociaux
  - 39) Droits des groupes. Minorités**
  - 40) Droit administratif**
    - 40.1) Procédure administrative
    - 40.2) Contrôle de la légalité. Tribunaux administratifs
    - 40.3) Expropriation. Nationalisation. Privatisation
  - 41) Droit communal**
  - 42) Police. Maintien de l'ordre**
  - 43) Défense nationale. Etat d'urgence**
    - 43.1) Protection civile
  - 44) Droit économique**
    - 44.1) Etude prévisionnelle en matière d'économie et de développement
  - 45) Droit administratif économique**
    - 45.1) Services destinés au public
    - 45.2) Commerce extérieur. Droits douaniers
    - 45.3) Marché unique
  - 46) Droit professionnel**
  - 47) Droit foncier. Aménagement du territoire. Construction**
  - 48) Agriculture. Forêts**
  - 49) Ressources naturelles. Energie**
    - 49.1) Ressources minérales. Mines
    - 49.2) Pétrole et gaz naturel
    - 49.3) Eau
    - 49.4) Energie nucléaire
    - 49.5) Energies douces
  - 50) Services industriels**
  - 51) Droit de la circulation et des transports**
    - 51.1) Circulation routière
    - 51.2) Chemins de fer
    - 51.3) Navigation
    - 51.4) Circulation aérienne
  - 52) Communications**
    - 52.1) Droits des médias
    - 52.2) Services postaux
    - 52.3) Télécommunications. Réseaux
  - 53) Finances publiques**
  - 54) Droit fiscal**
    - 54.1) Impôt sur le revenu et impôts directs en général
    - 54.2) Imposition des personnes morales
    - 54.3) Impôts sur la fortune et impôt sur le capital
    - 54.4) Impôts sur les successions et les donations
    - 54.5) Impôts indirects
    - 54.6) Droit de timbre et d'enregistrement
    - 54.7) Autres impôts et taxes
  - 55) Droit du travail**
    - 55.1) Rapports collectifs de travail
    - 55.2) Règlement des conflits du travail
    - 55.3) Fonction publique
  - 56) Droit social**
  - 57) Sécurité sociale et assurances sociales**
    - 57.1) Assurance-maladie et accidents. Assurance-invalidité
    - 57.2) Assurance vieillesse et survivants. Prévoyance professionnelle
    - 57.3) Assurance-chômage
  - 58) Médecine. Santé publique**
    - 58.1) Professions médicales
    - 58.2) Denrées alimentaires. Produits pharmaceutiques. Cosmétiques
    - 58.3) Drogues. Alcool. Tabac
    - 58.4) Procréation. Génétique. Contrôle des naissances
    - 58.5) Médecine légale
    - 58.6) Maladies transmissibles
  - 59) Protection de l'environnement. Protection des animaux**
  - 60) Science. Enseignement. Recherche. Technologie**
    - 60.1) Droit de l'informatique
  - 61) Culture. Art. Loisirs.Sports**
    - 61.1) Culture. Art
    - 61.2) Sports
  - 62) Eglises. Religions. Cultes**
- DROIT PRIVE**
- 63) Droit privé (ouvrages généraux)**
  - 64) Notions générales de droit privé**
  - 65) Personnes**
    - 65.1) Protection des données
    - 65.2) Personnes morales
  - 66) Droit de la famille. Droit du mariage**
    - 66.1) Conclusion du mariage. Dissolution du mariage
    - 66.2) Régimes matrimoniaux. Relations patrimoniales. Union libre
    - 66.3) Relations entre parents et enfants. Tutelle
  - 67) Successions**
  - 68) Equity**
  - 69) Trusts**
  - 70) Droits réels**
    - 70.1) Propriété foncière
    - 70.2) Propriété étatique et collective
  - 71) Droit des obligations et des contrats (ouvrages généraux)**
  - 72) Notions générales de droit des obligations et des contrats**
  - 73) Contrats spéciaux**
    - 73.1) Vente. Echange. Donation
    - 73.2) Bail à loyer. Bail à ferme. Crédit-bail
    - 73.3) Prêt et dépôt
    - 73.4) Contrat d'entreprise
    - 73.5) Contrat de transport. Contrat de voyage
    - 73.6) Mandat
    - 73.7) Cautionnement. Garanties
  - 74) Quasi-contrats. Enrichissement illégitime**
  - 75) Responsabilité extra-contractuelle. "Torts" (common law)**
    - 75.1) Responsabilité en matière d'accidents de la circulation
  - 76) Responsabilité du fait des produits**
  - 77) Dommages. Réparation du dommage**

# SYSTÈME DE CLASSEMENT

## 4.1 CLASSEMENT PAR MATIÈRES, POUR LES CATEGORIES PRINCIPALES A, B, C, EG et EZ (suite)

### DROIT COMMERCIAL ET DROIT DES SOCIÉTÉS

- 78) **Droit commercial (ouvrages généraux)**
  - 78.1) Commerce électronique
- 79) **Entreprises commerciales**
  - 79.1) Sociétés de capitaux
  - 79.2) Société anonyme
  - 79.3) Société à responsabilité limitée
  - 79.4) Société coopérative
- 80) **Comptabilité. Droit comptable**
- 81) **Titres. Papiers-valeurs**
- 82) **Droit bancaire et boursier**
- 83) **Assurances privées**
- 84) **Concurrence. Cartels.**  
**Concurrence déloyale**
- 85) **Protection du consommateur**
- 86) **Propriété intellectuelle**
  - 86.1) Propriété industrielle
  - 86.2) Droit d'auteur

### DROIT PENAL

- 87) **Droit pénal (ouvrages généraux)**
  - 87.1) Politique criminelle
- 88) **Notions générales de droit pénal**
- 89) **Infractions pénales**
  - 89.1) Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle
  - 89.2) Infractions contre le patrimoine.  
Droit pénal des affaires
  - 89.3) Infractions contre la liberté et l'honneur
  - 89.4) Infractions contre l'Etat et la sécurité de l'Etat
  - 89.5) Infractions contre l'ordre public
  - 89.6) Infractions contre l'ordre économique
  - 89.7) Infractions contre la santé publique.  
Infractions en matière de stupéfiants
  - 89.8) Infractions en matière de circulation
  - 89.9) Infractions contre la famille et la moralité publique
- 90) **Criminologie**
  - 90.1) Recherche et méthodologie
  - 90.2) Criminologie clinique
  - 90.3) Anthropologie criminelle.  
Sociologie pénale
  - 90.4) Délinquants
  - 90.5) Justice privée
  - 90.6) Prédiction
  - 90.7) Prévention
  - 90.8) Victimes. Victimologie
- 91) **Peines et mesures. Pénologie**
  - 91.1) Sanctions non privatives de liberté
  - 91.2) Sanctions privatives de liberté
  - 91.3) Peine de mort
  - 91.4) Grâce. Amnistie. Réhabilitation
  - 91.5) Resocialisation.  
Traitement post-pénitentiaire

- 92) **Délinquance juvénile**
  - 92.1) Organisation judiciaire. Procédure
  - 92.2) Peines et mesures
- 93) **Droit pénal administratif**
- 94) **Droit pénal militaire et procédure pénale militaire**

### ORGANISATION JUDICIAIRE ET PROCEDURE

- 95) **Organisation de la justice**
- 96) **Droit judiciaire**
- 97) **Procédure civile**
  - 97.1) Recours
  - 97.2) Arbitrage
  - 97.3) Exécution forcée. Faillite
- 98) **Procédure pénale**
  - 98.1) Procédure préliminaire
  - 98.2) Droits de la défense
  - 98.3) Détention préventive.  
Contrôle judiciaire
  - 98.4) Audience.  
Participation populaire
  - 98.5) Recours. Révision
  - 98.6) Police scientifique
- 99) **Procès ("Trials")**



# SYSTÈME DE CLASSEMENT

## 4.2 CLASSEMENT PAR MATIÈRES, POUR LA CATÉGORIE PRINCIPALE D

### DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

- 1) **Ouvrages de référence**
- 2) **Bibliographies**
- 3) **Collections de traités**
- 3.1) Collections de traités d'un seul Etat
- 4) **Collections de décisions**
  - 4.1) Collection de jurisprudence de tribunaux nationaux en matière de droit international public
- 5) **Répertoires généraux et recueils de pratiques nationales**
- 6) **Publications officielles**
- 7) **Associations et institutions s'occupant du droit international public**
- 8) **Congrès et autres réunions scientifiques**
- 9) **Périodiques**
- 10) **Recueils de travaux**
  - 10.1) Mélanges
- 11) **Histoire du droit international public**
- 12) **Traité généraux**
- 13) **Notions générales de droit international public**
- 14) **Sources et interprétation du droit international public**
- 15) **Droit des traités**
  - 15.1) Ouvrages limités à un seul Etat
- 16) **Etats et autres entités**
  - 16.1) Territoire de l'Etat
  - 16.2) Souveraineté en droit international public
  - 16.3) Responsabilité internationale de l'Etat
  - 16.4) Organes de l'Etat. Droit diplomatique et consulaire
- 17) **Individus et minorités**
  - 17.1) Minorités. Autodétermination
- 18) **Droits de l'homme en droit international**
  - 18.1) Non-discrimination. Racisme
  - 18.2) Convention européenne des droits de l'homme
  - 18.3) Déclaration américaine et Convention américaine des droits de l'homme
- 19) **Droit pénal international**
  - 19.1) Crimes de guerre et crimes contre l'humanité
  - 19.2) Génocide
  - 19.3) Aspects internationaux du terrorisme
  - 19.4) Piraterie. Piraterie aérienne
  - 19.4) Entraide internationale en matière pénale
- 20) **Organisations internationales en général**
  - 20.1) Société des Nations
- 21) **Nations unies**
  - 21.1) Organes et institutions des Nations unies
  - 21.2) Institutions spécialisées des Nations unies
- 22) **Organisations régionales**
  - 22.1) Conseil de l'Europe
  - 22.2) Autres organisations européennes
  - 22.3) Organisations américaines
  - 22.4) Organisations d'Afrique et d'Asie
- 23) **Droit de la mer. Voies d'eau internationales**
  - 23.1) Haute mer
  - 23.2) Zone économique. Plateau continental
  - 23.3) Eaux territoriales
  - 23.4) Voies d'eau internationales
  - 23.5) Conférences et Conventions des Nations unies sur le droit de la mer
- 24) **Espace aérien et espace extra-atmosphérique**
- 25) **Environnement. Protection de l'environnement**
- 26) **Relations économiques et commerciales interétatiques**
- 27) **Investissements étrangers**
- 28) **Relations financières internationales**
- 29) **Développement. Pays en voie de développement**
- 30) **Réglementation internationale de la propriété intellectuelle**
- 31) **Réglementation internationale de la circulation et des transports**
- 32) **Réglementation internationale des communications**
- 33) **Réglementation internationale des ressources naturelles et de l'énergie**
  - 33.1) Utilisation pacifique de l'énergie atomique
- 34) **Droit international du travail**
- 35) **Santé publique et droit international de la sécurité sociale**
  - 35.1) Stupéfiants. Toxicomanie
- 36) **Science. Enseignement. Recherche. Technologie**
- 37) **Culture. Art. Loisirs. Sports**
  - 37.1) Culture. Art
  - 37.2) Sports
- 38) **Arbitrage international Médiation. Conciliation**
- 39) **Règlement judiciaire des différends**
  - 39.1) Cour internationale de justice
- 40) **Maintien de la paix**
  - 40.1) Organisations de défense
- 41) **Armement. Contrôle des armements. Désarmement**
  - 41.1) Armes nucléaires
  - 41.2) Armes biologiques et chimiques
  - 41.3) Utilisation de l'espace à des fins militaires
- 42) **Sanctions internationales**
  - 42.1) Représailles
- 43) **Droit de la guerre. Paix**
  - 43.1) Droit humanitaire
  - 43.2) Paix
- 44) **Neutralité**
  - 44.1) Ouvrages limités au statut de neutralité d'un seul Etat
- 45) **Relations internationales et politique internationale**

# SYSTÈME DE CLASSEMENT

## 4.3 SUBDIVISIONS ET CLASSEMENT PAR MATIERE POUR LA CATEGORIE PRINCIPALE E

### DROITS ANCIENS ET DROITS RELIGIEUX

#### EA) OUVRAGES DE REFERENCE. HISTOIRE GENERALE

- 1) **Ouvrages de référence**
  - 1.1) Bibliographies
  - 1.2) Index. Répertoires
  - 1.3) Dictionnaires (langues anciennes)
- 2) **Histoire générale  
(des origines au Haut Moyen-Age)**
  - 2.1) Histoire de l'Antiquité
  - 2.2) Histoire romaine

#### EB) DROIT ROMAIN

- 3) **Périodiques**
- 4) **Recueils de travaux**
- 5) **Sources du droit romain (Textes)**
  - 5.1) Corpus juris civilis
  - 5.2) Autres codes et lois
  - 5.3) Epigraphes et papyrus
  - 5.4) Sources non-juridiques
- 6) **Etudes sur les sources et le  
Corpus juris civilis**
  - 6.1) Etudes sur les sources juridiques
  - 6.2) Etudes sur les sources non-juridiques
  - 6.3) Etudes sur le Corpus juris civilis  
(Institutes, Digeste, Codex, Novellae)
- 7) **Etudes sur la science du droit et  
les juristes romains**
  - 7.1) Les Veteres (jusqu'au 1er siècle A.C.)
  - 7.2) Les juristes classiques
  - 7.3) Les rhéteurs (Cicéron)
- 8) **Ordre juridique romain**
  - 8.1) Influence et réception du droit romain
- 9) **Droit privé romain**
  - 9.1) Notions générales du droit  
privé romain
- 10) **Sujets de droit**
  - 10.1) Personnes
  - 10.2) Autres sujets de droit
  - 10.3) Esclaves
- 11) **Droit de la famille**
- 12) **Droits réels**
- 13) **Obligations**
- 14) **Successions et donations**
  - 14.1) Successions
  - 14.2) Donations
- 15) **Procédure civile**
- 16) **Droit pénal et procédure pénale**
  - 16.1) Droit pénal
  - 16.2) Procédure pénale
- 17) **Droit public romain**
  - 17.1) Royauté
  - 17.2) République
  - 17.3) Principat

- 17.4) Empire
- 17.5) Bas-Empire
- 17.6) Provinces

#### 18) Méthodologie du droit romain

#### EC) AUTRES DROITS DE L'ANTIQUITE

- 20) **Droits cunéiformes**
- 21) **Droit égyptien**
- 22) **Droit juif**
- 23) **Droit grec**
- 24) **Autres droits antiques**

#### ED) DROITS MEDIEVAUX ET MODERNES

- 25) **Droit byzantin**
- 26) **Droits germaniques**
  - 26.1) Sources et théorie des sources
  - 26.2) Institutions publiques.  
Pouvoir central
  - 26.3) Pouvoirs locaux
  - 26.4) Institutions du droit privé
  - 26.5) Conditions des personnes
  - 26.6) Droit de la famille
  - 26.7) Droits réels
  - 26.8) Obligations
  - 26.9) Successions et donations
  - 26.10) Procédure civile
  - 26.11) Droit pénal et procédure pénale
- 27) **Droits médiévaux ultérieurs et  
droits modernes**
  - 27.1) Sources et théorie des sources
  - 27.2) Institutions publiques.  
Pouvoir central
  - 27.3) Pouvoirs locaux
  - 27.4) Institutions du droit privé
  - 27.5) Conditions des personnes
  - 27.6) Droit de la famille
  - 27.7) Droits réels
  - 27.8) Obligations
  - 27.9) Successions et donations
  - 27.10) Procédure civile
  - 27.11) Droit pénal et procédure pénale
- 28) **Droit commun (ius commune)**
  - 28.1) Sources et théorie des sources
  - 28.2) Institutions publiques.  
Pouvoir central
  - 28.3) Pouvoirs locaux
  - 28.4) Institutions du droit privé
  - 28.5) Conditions des personnes
  - 28.6) Droit de la famille
  - 28.7) Droits réels
  - 28.8) Obligations
  - 28.9) Successions et donations
  - 28.10) Procédure civile
  - 28.11) Droit pénal et procédure pénale
- 30) **Droit naturel**

# SYSTÈME DE CLASSEMENT

## 4.3 SUBDIVISIONS ET CLASSEMENT PAR MATIERE POUR LA CATEGORIE PRINCIPALE E (SUITE)

### EF) DROITS DES EGLISES CHRETIENNES

- 1) Dictionnaires. Ouvrages de référence
- 2) Sources
- 3) Ouvrages généraux
- 4) Institutions. Congrégations. Gens d'église
- 5) Biens d'église. Droit patrimonial
- 6) Liturgie et sacrements
- 7) Enseignement. Doctrine
- 8) Condition des personnes
- 9) Mariage
- 10) Obligations
- 11) Droit judiciaire. Sanctions ecclésiastiques

### EG) DROIT MUSULMAN

Application du classement par matières des catégories principales A, B, C, moyennant certains compléments et adaptations (voir édition complète du système de classement).

### EZ) AUTRES DROITS RELIGIEUX

Application du classement par matières des catégories principales A, B, C, sous réserve que certaines rubriques ne peuvent pas être utilisées.

Septembre 2009